

# PLAIDOYER DES JEUNES POUR LA DEMOCRATIE



*“ Donner une voix aux jeunes,  
leur donner une place  
dans la participation démocratique,  
tel est l’objectif de ce projet de réflexion citoyenne  
que le Centre Muse Haïti (CEMUH) a mené  
auprès de jeunes âgés de 15 à 24 ans. ”*

# SOMMAIRE

Introduction

Remerciements

Comment s'est construit ce plaidoyer ?

A qui est destiné ce plaidoyer ?

Qu'attendent les jeunes Haïtiens.nes  
de la démocratie et de ceux qui l'incarnent dans leur pays ?

Annexe

Conclusion

## INTRODUCTION

La Démocratie est considérée comme un outil qui doit favoriser le cadre d'une vie meilleure pour tous les citoyens et citoyennes, sans distinction aucune. Elle ne consiste pas seulement en un mode de gouvernement, élu par le peuple et pour le peuple.

D'autres éléments doivent-êtré considérés pour établir concrètement un système démocratique, comme les libertés et les droits fondamentaux, les élections, l'alternance politique, l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs...

Le terme « Démocratie » et ses corrélats, notamment en Haïti, se font entendre partout : soit dans les débats publics, soit à la radio, sur les réseaux sociaux, dans les familles etc. Tout part dans une logique de participation au nom de la Démocratie.

Cependant, la jeunesse qui est considérée comme l'avenir du pays se trouve écartée de toutes les prises de décisions importantes. Bien qu'elle représente la plus grande catégorie en quantité, soit plus de 60 % de la population<sup>1</sup>, elle se trouve en marge des grandes décisions de la société, en terme de participation.

Par ailleurs, même le ministère de la Jeunesse, du Sport et d'Action Civique (MJSAC) est traité en parent pauvre. L'avenir de la jeunesse haïtienne est indécis et incertain. C'est la raison pour laquelle elle est obligée de fuir le pays en quête d'une vie meilleure. Quelle perception une catégorie aussi méprisée peut-elle avoir de la Démocratie en Haïti ? Comment peut-elle bien prendre part dans la construction de la Démocratie en Haïti ?

La jeunesse haïtienne est en quête d'un avenir meilleur. La plupart du temps, elle croit que cet avenir dont elle rêve peut se trouver n'importe où, sauf en Haïti. Paradoxalement, elle se considère comme en transit sur sa terre natale. Son quotidien est rempli de déception et de rancœur envers la réalité socioéconomique et politique de son pays. Elle se sent abandonnée, marginalisée, non prise en charge et indignée par ses conditions matérielles d'existence, sa situation et ne fait plus confiance aux institutions étatiques.

La crise politique en Haïti est aussi une crise de l'éducation et vice-versa. Il est donc important pour ceux qui s'intéressent aux politiques publiques de bien saisir les enjeux qui entourent l'apprentissage des valeurs démocratiques par les jeunes, leur niveau de confiance et d'engagement.

Nous entendons par « plaidoyer », un processus stratégique visant à influencer les politiques, les programmes, les pratiques et les décisions qui auront une incidence sur la vie des gens. Et à travers ce plaidoyer, nous tenons à donner la parole aux jeunes dans le but de favoriser la co-construction de la démocratie en Haïti par rapport à leurs attentes de la Démocratie et de ceux qui l'incarnent dans le pays.

---

<sup>1</sup> En Haïti, 22,7 % de la population se situe entre 15 et 24 ans et plus de la moitié de la population a moins de 21 ans. Selon le rapport sur le Développement Humain 2013, l'âge médian de la population haïtienne en 2010 est de 21,5 ans. Voir, *La jeunesse haïtienne, une majorité digne d'attention* | *Le PNUD en Haïti (undp.org)* consulté le 10 mai 2021

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance à Monsieur Nesmy MANIGAT qui nous a encadré, orienté et conseillé dans la préparation de ce document.

Nous adressons nos sincères remerciements à nos bénévoles, à tous les participants, à la Direction Nationale du Livre (DNL), au Centre pour la Promotion de la Démocratie et de l'Éducation Participative (CPDEP), Leaders de Demain et T12 qui ont collaboré avec nous. Et nous remercions également le Révérend Père Gilbert PELTROP C.Ss.R et Louino ROBILARD pour leurs conseils durant ce travail.

Nos remerciements vont aussi à la Délégation de l'Union européenne en Haïti et à WELLCOM qui nous ont proposé et encouragé à réaliser ce plaidoyer.



Le Centre Muse Haïti (CEMUH) est une association à but non-lucratif, créée le 16 février 2019, qui regroupe des jeunes de profils différents et vise à appuyer les secteurs porteurs de changement dans la société, notamment le secteur de l'éducation à travers l'apprentissage et l'exercice de la citoyenneté par des activités d'éducation, de formation, de promotion de la culture et de l'environnement. Son slogan « lire pour apprendre - lire pour comprendre - lire pour changer » traduit sa vision : contribuer à construire une autre société, plus vivable et participer à la transformation sociale.

# COMMENT S'EST CONSTRUIT CE PLAIDOYER ?

## A PARTIR D'UN ÉCHANTILLON QUALITATIF REPRESENTATIF DE LA JEUNESSE HAÏTIENNE

Pour parvenir à ce document, nous avons interrogé **53 jeunes de 15 à 24** ans dans trois départements du pays (Ouest, Sud et Nord), qui constituent l'échantillon de ce travail.

**Le genre est pris en compte** : le pourcentage des filles dans la population des jeunes de ce plaidoyer représente 58.5 %, soit 31 filles pour 22 garçons qui représentent un pourcentage de 41.5 %.

En termes de **répartition géographique**, le milieu rural est représenté à 54.72 % comparativement au milieu urbain, de 45.28 %.

Et en résumé, les populations du SUD, du NORD et de l'OUEST représentent respectivement 22,64 % ; 30,20 % ; 47,16 %. Il s'ensuit que la population l'OUEST représente le plus fort pourcentage dans notre échantillon, comme c'est le cas au niveau national.

## AVEC DES PROFILS VARIÉS

Les jeunes rencontrés sont de profils très variés. Ils sont étudiants.es, artisans, travailleuses du sexe, des jeunes de la diaspora haïtienne, des jeunes en situation de handicap, des jeunes à orientation sexuelle différente, des jeunes en conflit avec la loi, des jeunes habitants des quartiers défavorisés, des jeunes qui ont décrochés de leurs études, des jeunes membres d'associations de la société civile, des jeunes en milieu rural et urbain...

## EN SUIVANT UNE METHODOLOGIE RIGOUREUSE

Les méthodes et techniques utilisées pour la cueillette et l'analyse des données sont d'une part, la méthode d'enquête<sup>2</sup> et la technique de l'entrevue<sup>3</sup> (TREMBLAY & GIROUX, 2002 : 97).

**Pour la construction de notre échantillon**, nous avons utilisé la méthode non-probabiliste et la technique d'échantillonnage au jugé<sup>4</sup>.

2 Cette méthode consiste en effet, à mesurer les comportements, des pensées ou des conditions objectives d'existences auprès des participants d'une recherche afin d'établir une ou plusieurs relations d'association entre un phénomène et ses déterminants.

3 Technique de collecte des données qui consiste à recueillir le point de vue personnel des participants sur un sujet donné par le biais d'un échange verbal personnalisé entre eux et le chercheur.

4 Technique d'échantillonnage non probabiliste où les éléments sont sélectionnés par le chercheur lui-même, parce qu'ils lui semblent typiques du groupe auquel ils appartiennent.

**Pour la phase de collecte de données**, nous avons procédé selon la technique de l'entrevue de groupe ou individuelle.

**Comme outils ou instruments de collecte**, nous avons utilisé :

- une grille d'entrevue,
- un magnétophone,
- une caméra
- et un formulaire Google.

**Pour la phase de traitement, d'analyse et d'interprétation** des informations recueillies, nous avons procédé aux retranscriptions verbatim pour ensuite les analyser suivant la procédure d'analyse de problème et d'interprétation factuelle au travers d'une grille d'analyse et enfin, à la reformulation des messages clés des jeunes.

## A QUI EST DESTINE CE PLAIDOYER ?

### AUX DECIDEURS, LEADER D'OPINIONS, CANDIDATS POLITIQUES

Ce plaidoyer vise à susciter et prendre des mesures relatives aux attentes des jeunes en ce qui concerne la démocratie et ceux qui l'incarnent dans le pays. Pour cela, nous visons à porter la voix des jeunes auprès des groupes d'influences suivants :

1. Institutions publiques de l'Etat (MJSAC, MENFP, MPCE, IBESR, Parlement, l'Office de protection du Citoyen ...)
2. Les candidats aux élections (locales et nationales)
3. Les décideurs du milieu des affaires (les entrepreneurs/ le secteur privé) ;
4. Les organisations/agences internationales concernées par les Droits Humains ;
5. Les organisations ou associations de jeunes de la société civile pour des alliances.
6. La presse

## QU'ATTENDENT LES JEUNES HAÏTIENS.NES DE LA DEMOCRATIE ET DE CEUX QUI L'INCARNENT DANS LEUR PAYS ?

C'est autour de cette question que s'est construite notre activité de collecte.

De mi-septembre 2020 à mai 2021, le Centre Muse Haïti a mené plusieurs rencontres dans

trois (3) des dix (10) départements du pays à la recherche des préoccupations de la jeunesse autour de la question de la démocratie sur trois (3) aspects (social, économique et politique) et des Droits Humains en Haïti.

Réaliser cette étude a été une belle aventure. En effet, rencontrer ces jeunes, nous a permis de comprendre objectivement leur réalité sociale et de voir à quel point certains d'entre eux, du fait de leurs conditions d'existence matérielle difficiles, souffrent de ce que leur impose la dure réalité du pays. Ce document évoque les attentes des adolescents entre 15 à 17 ans et les jeunes adultes de 18 à 24 ans vis-à-vis de la démocratie et de ceux qui l'incarnent dans le pays. Si nous ne prétendons pas que ce travail est exhaustif, les données recueillies reflètent, d'une manière ou d'une autre, les préoccupations socio-économiques, politiques des jeunes haïtiens ainsi que les changements et les situations qu'ils veulent évoluer.

## **QUE VEULENT LES JEUNES SUR LE PLAN SOCIAL ?**

- 1. Les jeunes veulent être accompagnés à travers des politiques publiques qui prennent en compte leurs droits fondamentaux notamment l'accès à l'éducation et la formation technique et professionnelle**, pour au moins assurer la mobilité sociale des jeunes des catégories vulnérables. Par exemple, en milieu rural, il est trop fréquent que des enfants doivent marcher durant des heures pour se rendre à l'école. Ils demandent d'améliorer leurs conditions d'accès à l'apprentissage par des transports publics sinon une plus grande proximité, donc plus d'écoles.
- 2. Les jeunes demandent plus de services de santé dans les milieux ruraux** en construisant des hôpitaux et/ou en renforçant les hôpitaux existants afin que la population puisse accéder aux soins de santé. D'autre part, ils demandent aux autorités de prendre des mesures pour que l'accès aux soins ne soit pas refusé aux patients n'ayant pas les moyens de payer des soins médicaux immédiats. Que tout hôpital ayant ce type de pratique encoure des sanctions afin d'éradiquer ce type de pratique.
- 3. Que le principe de l'égalité des chances s'applique dans les institutions publiques/privées.** Aux responsables et autorités concernées, ils demandent par exemple de lutter contre la pratique d'embauche basée sur des pratiques déshumanisantes et dégradantes. Accepter des relations sexuelles ne peut être un critère de sélection à l'em-



bauche. Les jeunes demandent que ce type de comportement soit banni et veulent être entendus par voie de plaintes portées contre quelconque personne morale ou physique qui pratiquerait ce genre d'abus.

4. **Les jeunes demandent de créer des espaces de loisirs et de rencontres** pouvant contribuer positivement à leur épanouissement et permettant de développer leurs talents. Exemple d'espace à créer : **des centres sportifs et culturels**.
5. Les jeunes en conflit avec la loi qui sont incarcérés dans des prisons demandent aux autorités concernées de mettre à leur disposition des centres de santé en cas de maladie. Ils demandent **un traitement humain** qui prenne en considération leur alimentation et leurs conditions sanitaires.

## QUE VEULENT LES JEUNES SUR LE PLAN POLITIQUE ?

### 1. Ethique et compétence

Les jeunes veulent des leaders honnêtes et compétents aux postes de décision, capables de développer de véritables plans d'actions pour le développement et le bien-être de la population.

Pour ce faire, ils définissent comme essentiel de prendre en compte et d'intégrer dans le processus de sélection des candidats le niveau d'étude, la spécialité par rapport au poste brigué, le parcours et le plan d'action pour matérialiser une politique et des promesses.

Les jeunes refusent que n'importe qui devienne un dirigeant, puisque leurs votes doivent servir à la construction du pays, à l'amélioration des conditions matérielles d'existence de la population et non à l'empirer.

### 2. Respect de la fonction publique

Les jeunes demandent de traiter les fonctionnaires avec dignité et respect.

Ils veulent que les salaires de ces derniers soient versés régulièrement (spécifiquement celui des professeurs dans l'enseignement public) afin de maintenir les fonctionnaires motivés à servir la population à travers les institutions publiques et de réduire le racket, la corruption, les grèves et de favoriser la bonne marche des institutions publiques.

## QUE VEULENT LES JEUNES SUR LE PLAN ECONOMIQUE ?

1. **Les jeunes demandent de décentraliser les activités génératrices de revenus** afin de créer de l'emploi et des services dans les milieux ruraux et de mieux intégrer les jeunes dans l'économie haïtienne. Pour eux, la décentralisation constitue l'un des éléments de réponse au niveau des services : par exemple en implantant des banques commerciales dans de nouvelles zones ces dernières pourraient offrir des services mais aussi des emplois dans des zones moins desservies.

Pour eux, la décentralisation des activités peut permettre de retenir les jeunes sur place au lieu de les pousser vers la capitale en quête d'un emploi. Ceci pourrait diminuer graduellement la densité de la population dans les villes et le pourcentage des jeunes qui y migrent.

2. **Les jeunes demandent de combattre le favoritisme, de promouvoir le mérite** et aussi de créer un climat de paix dans la République pour susciter l'investissement. C'est une attente partagée par la jeune diaspora haïtienne.

3. **Les jeunes réclament l'accès au crédit** : en garantissant l'accès aux jeunes à un minimum de crédit, ils pourraient créer leurs propres opportunités d'emplois et s'intégrer dans l'économie haïtienne. Ils estiment que l'accès au financement et aux connaissances essentielles en affaires, pourraient contribuer à l'accroissement économique du pays, créer de l'emploi et diminuer considérablement l'oisiveté et la délinquance.

## QUE VEULENT LES JEUNES SUR LE PLAN DE LA JUSTICE ?

**Les jeunes veulent une justice autonome, impartiale et non marchande.**

Ils demandent de mettre une assistance légale à la disposition des prévenus, en particulier les jeunes, n'ayant pas de moyen pour payer les prestations d'un avocat, afin d'avoir accès à une défense correcte.

## QUE VEULENT LES JEUNES SUR LE PLAN EDUCATIF ?

- Les jeunes déplorent la **mauvaise qualité de l'enseignement et des apprentissages**. Ils constatent que beaucoup d'enseignants ne sont pas qualifiés, que les formations sont plus théoriques que pratiques. Ils demandent que soit exercé un contrôle plus strict sur

la qualité de l'enseignement des établissements scolaires de la république, par le MEN-FP, en faisant des évaluations et supervisions régulières et aussi en faisant place aux professeurs.es compétents.es et qualifiés.es.

- **Ils souhaiteraient que le ministère construise une base de données** à partir de celle de chaque école avec des informations vérifiables de tous les professeurs ou chargés dans l'enseignement fondamental et secondaire sur tout le territoire national afin d'autoriser ou non, l'exercice de ces derniers comme tel. Comme dans le reste des services publics, il leur paraît anormal qu'une personne non qualifiée puisse prétendre à un poste de professeur par népotisme ou corruption.
- **Ils souhaitent que l'enseignement soit fait dans leur langue maternelle** sans exclure les autres langues.
- Ils attendent que **les écoles suivent le même programme** et fassent usages des mêmes ouvrages, que soient construits des laboratoires dans les établissements scolaires afin de pratiquer les connaissances acquises en cours.
- Les jeunes souhaitent que soit prise en **compte la réalité socio-économique des élèves** notamment ceux des milieux ruraux et des quartiers défavorisés, en mettant en place des espaces de recherche pour les jeunes écoliers ne disposant pas d'ordinateurs, de l'électricité et d'internet.
- Les jeunes demandent aux autorités concernées que les écoles et lycées soient accessibles aux personnes **en situation de handicap** pour une plus grande scolarisation de ces derniers, leur intégration et participations dans la vie sociale. Ils évoquent par ailleurs la nécessité que l'IBESR, assume sa responsabilité en prenant concrètement en charge les enfants de rues du pays.
- Enfin, les jeunes réclament **des programmes sociaux de base dans les écoles** : cantines scolaires, construction de bibliothèques, création d'espaces de recherche, de loisirs (sport et culture).

## ANNEXE

Tableau 1 : Présentation du nombre d'enquêtés selon leur département, leur sexe et leur pourcentage à l'enquête.

Population enquêtée / Sexe / Départements	Masculin (Quantité)	Féminin (Quantité)	Sous-Total	Pourcentage (%)
Jeunes rencontrés aux Coteaux (SUD)	5	7	12	22.64 %
Jeunes rencontrés à Quartier Morin (NORD)	5	11	16	30.20 %
Jeunes rencontrés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince (Cité-Soleil, Grand-Ravine, Martissant et Carrefour-Feuilles) (OUEST)	2	4	6	11.32 %
Jeunes rencontrés à la prison civile de Cabaret (OUEST)	-	5	5	9.43 %
Jeunes rencontrés au CERMICOL (Les marginaux) / (OUEST)	5	-	5	9.43 %
Jeunes travailleuses du sexe (OUEST/ARTIBONITE)	-	2	2	3.77 %
Jeunes rencontrés à Saint-Vincent (Porteurs de handicap) / (OUEST)	3	1	4	7.55 %
Jeunes de la diaspora haïtienne (N/A)	2	1	3	5.66 %
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>31</b>	<b>53</b>	<b>100 %</b>

**Réaliser cette étude a été une belle aventure.** En effet, rencontrer ces jeunes, nous a permis de comprendre objectivement leur réalité sociale et voir à quel point certains d'entre eux, du fait de leur condition d'existence matérielle, souffrent de ce que leur impose la dure réalité du pays. Ainsi, de septembre 2020 à janvier 2021, nous avons fait un long chemin pour collecter des informations auprès de plusieurs jeunes sur le territoire national et ailleurs.

Nous ne prétendons pas que ce travail est exhaustif. Toutefois, les données recueillies reflètent d'une manière ou d'une autre, les situations socio-économiques, politiques ainsi que la compréhension faite des jeunes de la Démocratie et les messages de ces derniers. Les problèmes majeurs identifiés pour une construction de la Démocratie en Haïti viennent du fait que, la démocratie est perçue différemment par différents groupes de jeunes et que certains, notamment dans le milieu rural, sont très hostiles aux droits des personnes à orientations sexuelles différentes contre l'acceptation des autres de ces derniers. Sur le plan social, rien ne va au terme de respect de droits humains. Victime des pressions sociales qui occasionnent la passivité de plus d'un, le nonaccès aux services sociaux de base, ou du moins la mauvaise qualité des services dont l'accès est très limité, comme l'éducation par exemple, constitue l'un des problèmes majeurs selon les jeunes pour la construction de la Démocratie.

Aussi se pose le problème de l'employabilité qui entraîne le départ massif des jeunes du pays. Ainsi, les jeunes cessent de rêver de leur demain en Haïti, à cause de leur inconfort, des dérives du gouvernement, de la corruption des criminels à col blanc, De ce fait, l'espoir n'y est presque. Or, nous ne pouvons pas laisser disparaître l'espoir d'un Haïti meilleur chez les jeunes. Alors, comment pourrions-nous réanimer cette catégorie afin de les responsabiliser pour prendre leur destin et celui du pays en main ? Nous croyons fort que ce plaidoyer est un pas, pouvant nous amener à favoriser ce demain presque perdu.

## CONCLUSION

*Notre motivation pour la réalisation de ce plaidoyer vient de notre volonté, en tant que jeunes réunis en association, de nous faire entendre comme catégorie dont l'avenir du pays dépend. Car l'une des missions de l'Etat est d'assurer la pérennité de la nation. Et pour y arriver, il incombe à l'Etat la responsabilité de prendre en charge les jeunes, qui constituent la génération montante, afin d'assurer la transition intergénérationnelle dans la République.*

*Au cas où cette transition ne serait pas assurée avec des jeunes préparés.es - des jeunes bien formés.es dans différents domaines et pris en charge par l'Etat au travers de différents programmes (d'étude, de stage, d'accompagnement familial, d'orientation professionnelle, de création d'emploi, et autres) - l'espoir d'un Haïti meilleur dont nous rêvons tous pour la génération future s'effondra définitivement.*

*Aujourd'hui, il convient de mettre fin à cette crise démocratique pour à la fois sauver notre cher pays « Haïti » et agir dans l'intérêt de nos concitoyens. Pour cela, il faut d'abord s'intéresser aux origines de cette crise, investir dans la jeunesse, la consulter dans la prise des décisions qui les concernent et de les impliquer activement dans la construction de la démocratie en Haïti, car ils représentent 60 % de la population<sup>1</sup>.*

*Après avoir rencontré ces jeunes dans le cadre de ce projet, nous sommes convaincus que le pays est démocratiquement en péril, car nous avons pu comprendre ce que représente la démocratie dans leur quotidien, la faible valeur qu'ils lui donnent, leur niveau de confiance au niveau des institutions. Et aujourd'hui, ils revendiquent et proposent des solutions.*

---

1 Op. cit.

*Mais si la démocratie est en danger, c'est également en raison du clivage, de la mauvaise répartition des richesses, de la corruption, de l'irresponsabilité de l'Etat, du niveau de conscience de la population, l'inégalité sociale, l'exclusion ... Comment espérer que des individus mal-logés, pauvres, sans accès à une éducation de qualité, à la santé, aient encore foi en la Démocratie ?*

*Pourquoi ces jeunes manifestent ce désintérêt à rester dans le pays et cette méfiance grandissante vis-à-vis des institutions publiques ?*

*Pour nous en tant que jeunes, sauvegarder la démocratie doit passer inévitablement par la réhabilitation de la vie politique auprès de la population et par le système éducatif. Il ne s'agit en aucun cas de transformer les écoliers en citoyens, mais de leur donner les connaissances nécessaires pour en faire des jeunes adultes responsables et intéressés. En ce sens, il faut revaloriser l'enseignement dans les institutions, la construction d'un mieux-être, prendre en main la jeunesse, elle se dit prête à assumer leur responsabilité.*

*Sauver la Démocratie, c'est investir correctement dans la jeunesse d'aujourd'hui ; sauver la Démocratie, c'est aussi donc faire participer toute la population au processus démocratique par l'intégration sociale.*

*A travers ce plaidoyer les jeunes ont témoigné de leurs insatisfactions et exprimé leurs attentes autour de la construction de la Démocratie en Haïti.*

*Ils invitent les décideurs, le secteur privé/public et toutes les autorités étatiques à entendre et à prendre en considération leurs revendications.*



musehaitiorg@yahoo.com  
5094422-4345 / 3102-1093  
3 bis, Rue Dr. Brun Ricot, impasse Ducaste  
Nazon, Port-au-Prince